



Macron et McKinsey, les liaisons dangereuses

Par [Francesca de Villasmundo](#)

Région : [L'Europe](#)

Mondialisation.ca, 30 mars 2022

medias-presse.info

Présidents en eaux troubles : après l'[Ukrainagate](#) aux Etats-Unis qui révèle une possible corruption du clan Biden avec les autorités ukrainiennes, voilà le McKinseygate qui éclabousse Macron à quelques semaines du 1er tour de l'élection présidentielle.

Les accusations brandies contre le célèbre cabinet de conseil américain par la commission d'enquête du Sénat pour fraude fiscale ainsi que la dénonciation, par la même commission, du « rôle de plus en plus important des cabinets de conseil dans la prise de décision publique, et notamment sur des dossiers critique » font émerger les liaisons dangereuses entretenues entre Macron et McKinsey, dès la campagne présidentielle de 2017.

Oubliées, ces relations en eaux troubles avaient pourtant fait l'objet de l'intérêt d'un média aussi politiquement correct que [Le Monde](#) en février 2021 avant d'être minorées par les journalistes serviles à la faveur d'une « pandémie » occupant tout le devant de la scène médiatique.

Le 5 février 2021, *Le Monde* publiait un article intitulé *De la création d'En marche ! à la campagne de vaccination, McKinsey, un cabinet dans les pas de Macron*, dans lequel on apprenait que le programme de Macron en 2017 avait été écrit « gratuitement » par vingt salariés de McKinsey.

Cette longue enquête affirmait qu'« en 2017, deux jours avant le second tour de la présidentielle, des hackers [...] mettent en ligne des milliers d'e-mails internes de l'équipe de campagne d'Emmanuel Macron. On y identifie une vingtaine de salariés du cabinet très actifs. Des « *partners* » (« *associés* ») aguerris comme des « *juniors* » enthousiastes. Pour écrire le programme du candidat comme pour gérer l'intendance. Car, entre McKinsey et la Macronie, l'histoire a commencé dès 2007 » lorsque jeune énarque, inspecteur des finances de 29 ans, il devient rapporteur général adjoint de la commission Attali, et est remarqué précise *Le Monde* par « Eric Labaye, alors dirigeant de McKinsey en France, et Pierre Nanterme, son homologue d'Accenture ». Au sein de cette commission se trouvent « trois ou quatre jeunes de McKinsey » dont Karim Tadjeddine, 32 ans, polytechnicien, que l'on retrouve au moment de la création d'En Marche !.

Plus loin, le journal du soir écrit :

« En 2010, le banquier Macron et le consultant Tadjeddine entrent ensemble au conseil d'administration du think tank En Temps réel. [...] En 2016, l'inspecteur des finances Cazenave devient directeur adjoint de cabinet du ministre Macron. Il codirige aussi un livre collectif sur l'administration moderne, *L'Etat en mode start-up* (Eyrolles, 2016). Macron signe la préface et

Tadjeddine, le chapitre sur les réformes menées à l'étranger. »

« Où s'arrête la complicité intellectuelle, où commence l'entre-soi ? » s'interroge *Le Monde*.

Car, continue de dévoiler l'article :

« Elu président, Emmanuel Macron engage sa réforme de l'Etat. Il crée une direction interministérielle à la transformation publique (DITP) et place à sa tête Thomas Cazenave. Grand manitou de la réforme, il supervise toutes les missions commandées par l'Etat aux cabinets de conseil privés. Karim Tadjeddine se trouve être codirecteur de la « practice (le département) Secteur public » de McKinsey, chargée justement des missions pour l'Etat et prestataire, parmi d'autres, de la DITP. »

D'autres jeunes de McKinsey rencontrés au sein de la commission resteront en contact avec Emmanuel Macron dont Guillaume Liegey qui définit les caractéristiques du « parti politique du futur » : il « devra oublier l'idéologie et se concentrer sur des projets concrets, une offre répondant à la demande des électeurs ». « La gauche caviar est morte, voici venue la gauche McKinsey » ironise *Le Monde* qui continue en retraçant la genèse de LREM, le parti de Macron :

« En avril 2016, Emmanuel Macron crée En marche ! Le parti joue sur la « disruption », comme on dit chez les consultants. Officiellement, son programme sera ainsi établi à l'issue d'une « grande marche », du porte-à-porte à travers la France pour recueillir les doléances et les désirs sur une application. LMP, la société de l'ex-McKinsey Guillaume Liegey, est chargée de collecter et de traiter ces data et ces verbatim. « Des gens de McKinsey ont ensuite mis en forme le rapport de la "grande marche" », confie un acteur de l'opération. Les « MacronLeaks » révèlent effectivement que, début septembre 2016, le stratège du parti, Ismaël Emelien, transmet les résultats du porte-à-porte à deux cadres du cabinet de conseil, Karim Tadjeddine et Eric Hazan, un collègue chargé du secteur du numérique à McKinsey. »

Des membres du McKinsey, on en trouve à la pelle pendant la campagne d'Emmanuel Macron. Il « n'a pas encore annoncé sa candidature, peut-on lire dans les colonnes du *Monde*, mais, à l'été 2016, des groupes de travail sont déjà constitués pour élaborer son programme. On y croise Thomas Cazenave, mais aussi une dizaine de salariés de McKinsey. Ils planchent sur l'économie comme sur les dossiers régaliens. Chez McKinsey, Guillaume de Ranieri dirige la « practice » chargée de la défense et du secteur aérospatial. Il rejoint le groupe de travail concerné. (...) ».

« McKinsey ne souhaite pas nous préciser si ses collaborateurs se sont engagés à titre personnel, bénévolement et sur leur temps libre » souligne *Le Monde* qui ajoute :

« Nous n'avons en tout cas trouvé aucune trace de « la Firme » dans les factures de la campagne, déposées à la Commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques (CNCCFP). A La République en marche (LRM), la direction de la communication nous assure que le parti lui-même ne fait pas appel à des cabinets de conseil en stratégie : « Ni pour des missions facturées, car nous n'en avons pas les moyens, ni pour des missions "pro bono", car ce serait considéré comme un don d'une personne morale à un parti politique et c'est interdit par la loi. » »

Le « don » de leur temps des jeunes consultants de McKinsey à Macron leur permet, après la victoire de leur champion de « sauter le pas » pour être embauchés dans les cabinets ministériels. Le manque de transparence « sur la nature précise des missions comme sur leurs prix » dans le recours à ce cabinet de conseil n'en est que plus accru de même que « l'entre soi » « illustré, déclare le journal du soir, par la proximité entre le premier patron de la DITP, Thomas Cazenave, et son interlocuteur chez McKinsey, Karim Tadjeddine ».

Déjà en 2021, *Le Monde* s'était interrogé sur le règlement des impôts en France par McKinsey :

« « Lors de la candidature au marché, cette société a fourni les attestations prouvant qu'elle est en règle avec l'administration fiscale française », et les missions pour l'Etat sont dûment facturées à Paris, nous assure pourtant le cabinet d'Amélie de Montchalin. » Il n'y a pas qu'à McKinsey devant la commission du Sénat que le mensonge est roi.

Pour conclure, si « l'Elysée semble résister aux consultants privés [...] en réalité, McKinsey rend quelques services à la présidence de la République. Mais gratuitement. » Et avec une contrepartie officieuse : les fameux sommets organisés par Macron, entre autres, avec « grands patrons de la « tech [...] sont en partie sous-traités à McKinsey ». Ainsi que la campagne vaccinale, la réduction des APL, la réforme des retraites, etc., etc. Pour un milliard d'euros sous le quinquennat Macron.

Les liaisons dangereuses entre Macron et McKinsey rapportent au cabinet mais pourraient plomber le prétendant à un deuxième quinquennat. A l'aide McKinsey, il faut sauver le candidat Macron !

Francesca de Villasmundo

La source originale de cet article est medias-presse.info
Copyright © [Francesca de Villasmundo](https://medias-presse.info), medias-presse.info, 2022

Articles Par : [Francesca de Villasmundo](https://medias-presse.info)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](https://mondialisation.ca) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](https://mondialisation.ca) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](https://mondialisation.ca) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si

vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca